Néofascisme : le gouvernement impose un crédit social à la française contre les manifestants

Extrême droite, Gouvernement, Luttes sociales, Répression

Rappelez-vous il y a quelques années, quand tout le monde hurlait sur le crédit social expérimenté en Chine. Un système qui faisait froid dans le dos : une surveillance globale par reconnaissance faciale, combinée à une «notation» des citoyens en fonction de leur comportement. En cas d'infraction, un habitant pouvait perdre des points, et en gagner en cas de bonne action. À l'arrivée, les chinois mal notés, ceux qui avaient commis des incivilités, dégradations, ou critiqué le régime, peuvent perdre certains droits de «crédit social» et être inscrits sur une liste noire. Les bons citoyens obéissants, qui avaient les meilleurs résultats, pouvaient avoir des avantages.

Une manière de discipliner la population. Horreur ! Totalitarisme ! Des punitions extra-judiciaires en plus des condamnations en justice ! La création de plusieurs catégories de citoyens ! Des habitants risquant une mise à mort sociale ! À l'époque, tout le monde était également épouvanté par les épisodes de la série Black Mirror, qui montraient des situations similaires dans un futur dystopique.

Qui aurait imaginé que, quelques années plus tard, ce soit le gouvernement du «pays des Droits de l'Homme», un État dirigé par le «camp de la raison», par des «modérés» élus grâce au «barrage à l'extrême droite», qui appliqueraient un crédit social pour mater un mouvement social ?

Gérald Darmanin, toujours en première ligne pour expérimenter les pires ignominies, vient d'annoncer fièrement qu'il a envoyé des consignes aux magistrats pour tuer socialement les manifestants arrêtés. Alors que la justice envoie en prison des centaines de personnes lors de procès expéditifs, à partir de dossiers vides, le ministre veut aller plus loin.

Il a donné l'ordre aux procureurs de la République de «demander des peines de privation des droits civiques» et d'interdire toute

manifestation aux personnes arrêtées. Autrement dit, plus le droit de voter, plus le droit de se présenter à une élection, et plus le droit non plus de s'exprimer dans la rue. Finalement, le rêve du Macro-lepénisme c'est ça : annihiler politiquement toute opposition, la réduire au silence sur tous les plans. Vous n'êtes plus seulement condamné pour une dégradation, vous disparaissez de la vie publique.

Ce n'est pas encore assez : Darmanin demande que, parmi ces privations, les personnes condamnées subissent aussi un «bannissement des réseaux sociaux», c'est-à-dire, explique le ministre, «la fermeture des comptes sur les réseaux sociaux et l'interdiction d'en créer de nouveaux». Une mesure digne de la Chine ou de la Russie. À l'interdiction de s'exprimer dans la vraie vie s'ajoute l'effacement du monde numérique : impossibilité, évidemment, de revendiquer quoique ce soit en ligne, mais aussi impossibilité de garder des liens avec vos proches, d'échanger avec vos contacts. Il ne reste plus rien de vous en tant qu'être socialisé.

Vous pensez que c'est fini ? Pas du tout, les néofascistes au sommet de l'État ne manquent pas d'idée : la souillure que l'on nomme Garde des sceaux demande aussi que les procureurs «préviennent tous les employeurs que leur salarié, leur agent, a été dans un pillage, a été dans une émeute». C'est doublement gravissime : d'abord parce qu'il s'agit insidieusement de faire licencier les manifestants arrêtés, de détruire leur vie économique en plus de leur vie sociale et politique. Cela revient à mettre à la rue, et potentiellement à les tuer physiquement en les privant de revenus. Mais aussi parce que c'est une violation totale de la présomption d'innocence. Souvenez-vous que Darmanin avait soutenu Marine Le Pen dans son affaire judiciaire, après sa condamnation pour avoir volé des millions d'euros. Il avait estimé qu'il était anormal qu'elle ne puisse pas se présenter aux élections.

Enfin, pour couronner le tout, le ministre réclame le recours à la reconnaissance faciale et à la vidéo algorithmique, copiant ainsi les régimes les plus totalitaires de la planète. Jusqu'à la dernière minute de ce mandat cauchemardesque, tout l'arsenal du néofascisme sera poussé au maximum. Il n'y a plus de retour en arrière, soit on gagne, soit ils nous écrasent.